Bac Général HLP + SES (Humanités, littérature et philosophie et Sciences économiques et sociales)

CORRIGÉ NON OFFICIEL

Proposition de corrigé rédigée par FormaV avec l'aide d'outils d'intelligence artificielle. Elle peut contenir des erreurs et ne remplace ni le corrigé ni le barème officiels de l'examen.

Les sujets officiels des sessions passées et nos sujets d'entraînement sont classés sur https://bac-hlp-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

Document mis en ligne par FormaV®. Reproduction ou diffusion sans autorisation interdite.

Sciences économiques et sociales

Session 2025 • Polynésie • Jour 1

Code sujet **25-SESJ1PO1** 4 heures

Proposition de corrigé pédagogique • FormaV

Se repérer dans le corrigé

Dissertation s’appuyant sur un dossier documentaire — Les difficultés des politiques conjoncturelles dans la zone euro
1 réponses • sujet p. 2–4

Épreuve composée — Classes sociales, innovation et limites écologiques de la croissance, configurations et ressources familiales et mobilité sociale
4 réponses • sujet p. 5–9

Les numéros, parties et pages renvoient au sujet original. Chaque réponse rappelle la consigne, explique la démarche et donne le résultat.

FormaV - document d'entraînement non officiel

Dissertation s’appuyant sur un dossier documentaire None points

Les difficultés des politiques conjoncturelles dans la zone euro

Dissertation s’appuyant sur un dossier documentaire

Question Sujet

Sujet p. 2, 3, 4

> À quelles difficultés se heurtent les politiques conjoncturelles dans la zone euro ?

Introduction. Les politiques conjoncturelles sont des interventions de court terme qui cherchent à stabiliser l’activité économique, l’emploi et les prix. Elles mobilisent principalement la politique monétaire, conduite par la Banque centrale européenne (BCE) pour les pays de la zone euro, et les politiques budgétaires, qui restent essentiellement nationales. Cette répartition des instruments pose une difficulté : les pays partagent une monnaie, mais leurs situations économiques et leurs finances publiques ne sont pas identiques. Comment une politique commune et des décisions budgétaires nationales peuvent-elles stabiliser une zone économique composée de pays aux besoins parfois divergents ? Les politiques conjoncturelles se heurtent à la difficulté d’adapter une politique monétaire unique aux conjonctures nationales, ainsi qu’aux marges budgétaires inégales et aux problèmes de coordination entre États.

I. Une politique monétaire unique doit répondre à des conjonctures nationales hétérogènes.

La politique monétaire agit notamment sur les taux d’intérêt et les conditions de financement. Une hausse des taux directeurs renchérit généralement les crédits : elle peut freiner la consommation financée par emprunt et l’investissement, ralentir la demande et contribuer à réduire les tensions sur les prix. Une baisse des taux peut, à l’inverse, soutenir le crédit et la demande, mais aussi alimenter l’inflation si l’activité et les prix sont déjà dynamiques. Dans la zone euro, la BCE fixe un taux directeur commun. Elle ne peut donc pas fixer simultanément un taux bas pour les pays en ralentissement et un taux élevé pour ceux qui connaissent une demande plus forte.

Or les indicateurs du document 1 montrent des écarts importants entre les pays présentés en 2023. La croissance du PIB va de 5,6 % à Malte à −3,2 % en Irlande, soit un écart de 8,8 points de pourcentage. Le taux de chômage atteint 12,2 % en Espagne, contre 3,5 % à Malte. Une politique de taux élevés, utile pour combattre l’inflation dans la zone, peut donc peser davantage sur l’activité et l’emploi dans un pays déjà en difficulté. À l’inverse, une baisse des taux susceptible de soutenir un pays en récession peut être inadaptée si elle stimule trop la demande dans d’autres pays. La BCE doit arbitrer en fonction de la situation de l’ensemble de la zone, qui ne correspond pas nécessairement à celle de chacun de ses membres.

Le document 3 illustre l’évolution du taux directeur de la BCE entre 2008 et 2024 : après avoir atteint 3,75 % en 2008, il diminue et passe à 0 % à partir de 2016, avant de remonter rapidement à 4,5 % en 2023 puis de s’établir à 4,25 % en 2024. Cette évolution montre que l’instrument monétaire peut être ajusté au cours du temps, mais le taux reste commun. En outre, une variation du taux directeur ne produit pas des effets identiques dans tous les pays : la sensibilité des ménages et des entreprises au crédit, leur endettement et les conditions de financement diffèrent. Les effets de la politique monétaire se manifestent également avec des délais. La BCE doit donc prendre ses décisions alors que les effets complets des décisions antérieures ne sont pas toujours encore observables.

Enfin, les États membres de la zone euro ne peuvent pas adapter chacun leur propre taux directeur ni leur taux de change nominal par rapport aux autres membres pour répondre à une difficulté nationale. Lorsqu’un choc touche certains pays plus durement que d’autres, l’ajustement repose alors davantage sur les autres instruments disponibles, notamment les politiques budgétaires, les prix et les salaires. Cela rend la stabilisation d’un choc asymétrique plus complexe.

II. Les marges budgétaires sont inégales et l'action commune est limitée par les difficultés de coordination.

La politique budgétaire utilise les dépenses et les recettes publiques pour agir sur l'activité. Une hausse de dépenses ou une baisse d'impôts peut soutenir la demande, mais peut aussi augmenter le déficit et la dette si elle n'est pas financée. Les gouvernements conservent leurs budgets nationaux, mais leur capacité à soutenir l'économie diffère selon leur situation financière. Le document 1 montre des écarts importants d'endettement public : la dette est de 19,6 % du PIB en Estonie, contre 162,0 % en Grèce, 137,0 % en Italie et 111,0 % en France. Les soldes publics diffèrent également : Chypre affiche un excédent de 3,1 % du PIB, tandis que les déficits atteignent 7,4 % en Italie et 5,9 % en France. Ces indicateurs ne suffisent pas, à eux seuls, à déterminer la marge de manœuvre exacte d'un État, mais ils montrent que les pays ne partent pas de la même situation. Un pays fortement endetté ou déjà en déficit peut être davantage limité lorsqu'il souhaite financer un soutien budgétaire supplémentaire.

Les règles budgétaires européennes encadrent les finances publiques des États membres. Elles visent notamment à limiter les déséquilibres susceptibles de fragiliser la confiance dans la monnaie commune, mais elles peuvent rendre plus délicat le choix d'une relance lorsque les finances publiques sont déjà dégradées. Il existe donc un arbitrage entre le soutien à court terme de l'activité et la maîtrise de la dette à moyen terme. Une réduction des dépenses pendant un ralentissement peut, en diminuant la demande, accentuer la faiblesse de l'activité ; mais un soutien durable financé par l'emprunt peut alourdir la dette et limiter les possibilités d'action ultérieures.

Les moyens budgétaires au niveau européen sont, eux, limités au regard des budgets nationaux. Le document 2 indique que le budget de l'Union européenne s'élevait à 160 milliards d'euros en 2018, contre 446 milliards pour le budget général de l'État français, soit environ 2,8 fois le budget européen. Le texte précise aussi que le budget européen représentait autour de 1 % du PIB des Vingt-Huit, comparaison portant sur le PIB de 2017. Environ 59 milliards d'euros étaient consacrés à l'agriculture et à l'environnement et 56 milliards à la cohésion sociale et territoriale : ensemble, ces postes représentent 115 milliards, soit environ 72 % des 160 milliards d'euros. Le budget disponible pour une action conjoncturelle commune de grande ampleur est donc limité. Le document souligne également que les dépenses françaises citées pour l'enseignement scolaire, la défense et la sécurité, et les retraites et pensions totalisent 193 milliards d'euros, soit davantage que le budget européen ; cela ne signifie pas que chacune de ces enveloppes dépasse à elle seule ce budget.

La faiblesse relative du budget européen complique la mise en place d'une réponse budgétaire commune susceptible de compenser les écarts entre pays ou de soutenir rapidement la zone entière. Par ailleurs, les décisions budgétaires demeurent largement nationales alors que les économies sont liées par les échanges. Une relance menée dans un pays peut accroître ses importations et soutenir la production de ses partenaires ; une restriction budgétaire peut, à l'inverse, diminuer la demande qui leur est adressée. Ces effets de débordement rendent la coordination utile, mais celle-ci est difficile lorsque les États n'ont ni les mêmes besoins conjoncturels, ni les mêmes contraintes financières, ni les mêmes priorités. Des politiques mal coordonnées peuvent ainsi être contradictoires ou produire des effets moins efficaces à l'échelle de la zone.

Conclusion. Les politiques conjoncturelles de la zone euro se heurtent d'abord au décalage entre une politique monétaire commune et des situations nationales hétérogènes : un taux directeur identique ne répond pas nécessairement aux besoins de chaque pays, et ses effets varient selon les économies. Elles se heurtent aussi à des marges budgétaires inégales, à l'encadrement des finances publiques et aux ressources limitées du budget européen. Enfin, les interdépendances entre pays rendent la coordination nécessaire, mais les différences de conjoncture, de dette et de priorités la rendent difficile. La stabilisation de la zone suppose donc de concilier un objectif commun avec des situations nationales qui ne le sont pas.

RÉPONSE À RETENIR

Les politiques conjoncturelles dans la zone euro doivent concilier une politique monétaire unique et des conjonctures nationales différentes : en 2023, la croissance présentée dans le document 1 va de 5,6 % à Malte à −3,2 % en Irlande. Le taux directeur commun peut ainsi être inadapté aux besoins de certains pays, et ses effets varient selon les économies. Les politiques budgétaires restent principalement nationales, mais les États disposent de marges inégales, comme le montrent les écarts de dette publique entre l'Estonie (19,6 % du PIB) et la Grèce (162,0 %). Enfin, le budget européen, limité à 160 milliards d'euros en 2018 et consacré en grande partie à des postes déterminés, permet difficilement une action conjoncturelle commune de grande ampleur. La coordination est donc nécessaire, mais complexe en raison des différences de situation et de priorités entre États.

FormaV - document d'entraînement non officiel

Épreuve composée

20 points

Classes sociales, innovation et limites écologiques de la croissance, configurations et ressources familiales et mobilité sociale

Première partie : Mobilisation des connaissances

Question Question

Sujet p. 5

> Vous distinguerez l'approche des classes sociales de Marx de celle de Weber.

Pour distinguer les approches, il faut comparer les critères qui définissent les classes chez Marx et chez Weber, ainsi que la manière dont chacun analyse les hiérarchies sociales. Marx privilégie les rapports de production et la propriété des moyens de production. Weber propose une analyse multidimensionnelle, dans laquelle la position économique ne suffit pas à décrire la stratification sociale.

RÉPONSE À RETENIR

Pour Marx, les classes sociales se définissent d'abord par la place occupée dans les rapports de production, en particulier par la possession ou non des moyens de production. Dans le capitalisme, les bourgeois possèdent les moyens de production tandis que les prolétaires, qui ne les possèdent pas, doivent vendre leur force de travail. Cette opposition produit des intérêts antagonistes et un rapport d'exploitation : la classe dominante s'approprie une partie de la valeur produite par les travailleurs. Une classe existe d'abord « en soi » par une position commune dans les rapports de production ; elle peut devenir une classe « pour soi » lorsque ses membres prennent conscience de leurs intérêts communs et s'organisent dans la lutte des classes. L'analyse marxiste met ainsi l'accent sur le conflit entre classes et tend à présenter la structure capitaliste comme polarisée entre bourgeoisie et prolétariat.

Weber propose une analyse plus multidimensionnelle. La situation de classe dépend des chances économiques d'un individu sur le marché, par exemple de ses ressources, de ses qualifications et de ses possibilités d'obtenir des revenus. Mais la hiérarchie sociale ne se réduit pas aux classes : les groupes de statut se distinguent par leur prestige et leur honneur social, tandis que les groupes politiques cherchent à exercer une influence ou un pouvoir. Ces dimensions peuvent se recouper sans se confondre : une personne peut disposer d'un revenu élevé sans avoir le prestige associé à certains groupes, ou exercer une influence politique importante sans être propriétaire d'une entreprise. Ainsi, Marx privilégie les rapports de production, l'exploitation et le conflit de classes, alors que Weber distingue les dimensions économique, sociale et politique de la stratification.

Deuxième partie : Étude d'un document

Question 1.

Sujet p. 6

> À l'aide de données du document et d'un outil statistique de votre choix, vous caractériserez l'évolution de la part des brevets verts entre 2001 et 2020.

Je lis la courbe en pointillés, qui représente la part des brevets verts parmi l'ensemble des brevets déposés, sur l'axe de droite gradué en pourcentage. Je relève les valeurs des deux années demandées, puis je calcule leur différence en points de pourcentage. Comme ces valeurs sont lues sur un graphique, elles sont approximatives.

FormaV - document d'entraînement non officiel

RÉPONSE À RETENIR

La part des brevets verts augmente nettement entre 2001 et 2020 : elle passe d'environ 5 % à environ 16 %. L'écart est donc d'environ 11 points de pourcentage. La hausse relative par rapport à la valeur de 2001 est d'environ $\frac{16-5}{5} \times 100 = 220\,\%$. La progression n'est toutefois pas régulière : après avoir augmenté jusqu'au début des années 2010, la part recule au milieu des années 2010, puis remonte jusqu'en 2020.

Question 2.

Sujet p. 6

À l'aide du document et de vos connaissances, vous expliquerez comment l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance économique.

Il faut expliquer comment les innovations peuvent réduire les ressources nécessaires à la production et les dommages environnementaux associés, tout en précisant pourquoi leurs effets ne sont pas automatiquement suffisants. Le document renseigne sur la place des brevets verts parmi les dépôts, mais le nombre de brevets ne mesure directement ni leur utilisation ni leurs effets environnementaux réels.

RÉPONSE À RETENIR

L'innovation peut contribuer à repousser certaines limites écologiques de la croissance en transformant les techniques de production et les produits consommés. Une innovation de procédé peut réduire l'énergie, les matières premières ou l'eau nécessaires pour produire une même quantité : elle améliore alors l'efficacité de l'utilisation des ressources et peut limiter les émissions et les déchets par unité produite. Une innovation de produit peut, par exemple, favoriser les énergies renouvelables, des équipements moins énergivores ou des matériaux réutilisables. Le recyclage et l'écoconception peuvent aussi réduire les prélèvements de ressources et favoriser une économie plus circulaire.

Le document témoigne d'une progression de l'innovation orientée vers l'environnement en France : la part des brevets verts dans l'ensemble des brevets déposés passe approximativement de 5 % en 2001 à 16 % en 2020. Un brevet vert vise un effet bénéfique sur l'environnement. Cette évolution indique que ces inventions occupent une place accrue parmi les dépôts, mais elle ne prouve pas à elle seule que les technologies sont diffusées, utilisées à grande échelle ou qu'elles réduisent effectivement les dommages écologiques.

En outre, les gains d'efficacité peuvent être en partie annulés par un effet rebond : si une technologie réduit le coût d'usage d'un bien ou d'une ressource, les consommateurs peuvent en augmenter l'utilisation. La fabrication des équipements innovants peut également consommer des ressources et produire des pollutions. L'innovation peut donc aider à découpler la croissance économique des pressions environnementales, mais ce découplage n'est ni automatique ni nécessairement suffisant ; il dépend de la diffusion des innovations, de leurs effets sur l'ensemble de leur cycle de vie et des choix de production et de consommation.

FormaV - document d'entraînement non officiel

Troisième partie : Raisonnement s’appuyant sur un dossier documentaire

Question Sujet

Sujet p. 7, 8, 9

> À l’aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les configurations et les ressources familiales contribuent à expliquer la mobilité sociale.

Démarche. Il s’agit de montrer comment la configuration familiale et les ressources économiques, culturelles et sociales de la famille peuvent influer sur les parcours scolaires, professionnels et sociaux. Il faut mobiliser les trois documents et distinguer les mécanismes possibles d’une preuve de causalité : les données décrivent des différences ou des associations, mais ne démontrent pas à elles seules que la situation familiale explique chaque trajectoire. Ces facteurs contribuent à expliquer la mobilité sociale sans la déterminer entièrement.

FormaV - document d'entraînement non officiel

RÉPONSE À RETENIR

Introduction. La mobilité sociale désigne le changement de position sociale d'un individu, notamment par rapport à celle de ses parents. Elle peut être ascendante, descendante ou horizontale ; on distingue aussi la mobilité au cours d'une vie de la mobilité entre générations. Les trajectoires dépendent de facteurs économiques et sociaux, mais également du cadre familial dans lequel les individus grandissent. Les configurations familiales et les ressources matérielles, culturelles et relationnelles de la famille peuvent agir sur la réussite scolaire, l'accès aux formations et aux emplois, et donc sur la position sociale atteinte. Comment ces éléments familiaux contribuent-ils à expliquer les trajectoires de mobilité, sans pour autant les déterminer entièrement ?

Développement. D'abord, les ressources familiales influencent les conditions dans lesquelles les enfants peuvent réussir à l'école et acquérir des qualifications. Les ressources économiques permettent notamment de disposer d'un logement adapté, de matériel scolaire, de loisirs et, si besoin, de soutien scolaire. Le document 1 souligne que des conditions de logement difficiles peuvent provoquer fatigue et difficultés de concentration, tandis que l'absence d'un espace pour lire ou travailler peut entraver les apprentissages. Ces mécanismes peuvent réduire les chances d'obtenir les diplômes qui facilitent l'accès aux emplois qualifiés et à une position sociale différente de celle des parents.

Les ressources culturelles jouent également un rôle. Le document 1 explique que les pratiques langagières et la familiarité avec la lecture, l'écriture et les attentes scolaires facilitent les apprentissages. Les familles transmettent ainsi, souvent sans enseignement explicite, des connaissances et des manières de faire proches de celles valorisées par l'institution scolaire. Le rapport des parents à l'école compte aussi : une expérience scolaire vécue comme un échec peut conduire à transmettre une image négative de l'école, alors qu'une école présentée comme un lieu d'intérêt et de plaisir peut favoriser l'investissement de l'enfant. Ces ressources contribuent à la réussite scolaire, qui conditionne en partie l'accès aux diplômes et aux emplois. Elles peuvent favoriser la reproduction sociale, mais aussi, si l'enfant acquiert des qualifications supérieures à celles de ses parents, contribuer à une mobilité ascendante.

Les ressources sociales, c'est-à-dire les relations et les contacts mobilisables, peuvent aussi ouvrir des possibilités. Le document 2 porte sur la recherche d'un stage de troisième : selon la lecture fournie, 36 % des élèves dont le père est ouvrier déclarent avoir sollicité ou vouloir solliciter leur famille, contre 42 % des élèves dont le père est cadre. La famille peut donc servir de relais pour trouver une entreprise, obtenir une information ou entrer en contact avec un professionnel. Plus largement, les réseaux de relations peuvent faciliter l'accès à des stages, à des formations et à des emplois. Ces données décrivent les réponses de 2 001 répondants ; elles montrent une différence entre les groupes considérés, mais ne suffisent pas à prouver que la catégorie socioprofessionnelle du père est, à elle seule, la cause de cette différence.

Ensuite, la configuration familiale peut influer sur les ressources disponibles et leur répartition. Le document 3 indique qu'en 2020 près de quatre millions d'enfants mineurs ont des parents séparés et que la proportion d'individus dont les parents se sont séparés est passée de 3 % pour la génération née en 1946 à 15 % pour celle née en 1988. Une séparation peut réduire les ressources monétaires et le temps disponibles pour accompagner l'enfant, notamment si celui-ci a moins accès aux ressources du parent non gardien ou si le ménage perd des avantages liés à la vie en couple. Elle peut aussi s'accompagner d'un choc psychologique. Le document rapporte qu'une étude portant sur des individus nés entre 1963 et 1974 associe la séparation parentale à une probabilité plus faible d'obtenir un diplôme. Il s'agit d'une association rapportée par l'étude, et non de la preuve que toute séparation entraîne nécessairement une moindre réussite : les situations dépendent notamment des ressources disponibles, du niveau de conflit et des conditions de vie avant et après la séparation.

Les configurations familiales ne produisent donc pas des effets identiques dans tous les cas. Une séparation ne détermine pas mécaniquement la réussite d'un enfant : l'effet dépend des ressources effectivement mobilisables, du temps consacré à l'éducation, des relations entre les membres de la famille et des conditions matérielles. En outre, l'école, les politiques publiques, les choix individuels, les transformations de la structure des emplois et les possibilités de formation influencent également les trajectoires. La mobilité sociale ne se déduit donc pas de la seule configuration familiale. Les parcours peuvent diverger au sein d'une même famille, et des ressources familiales limitées ne rendent pas toute mobilité ascendante impossible.

Conclusion. Les configurations et les ressources familiales contribuent à expliquer la mobilité sociale parce qu'elles influencent les conditions de vie, les apprentissages, l'accès aux diplômes et la capacité à mobiliser des relations utiles. Les documents mettent en évidence les effets possibles des ressources matérielles et culturelles, des réseaux familiaux et des conséquences associées à une séparation parentale. Ces mécanismes peuvent favoriser la reproduction sociale, mais aussi participer à des trajectoires de mobilité. Ils constituent des facteurs importants parmi d'autres et ne déterminent pas à eux seuls le devenir social des individus.

Sujet : https://www.sujetdebac.fr/annales-pdf/2025/spe-sciences-eco-sociales-2025-polynesie-1-sujet-officiel.pdf
© FormaV EI • Proposition de correction, distincte d'un corrigé officiel.

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.